

toute l'exploitation agricole. En d'autres termes pour réaliser des profits par la culture du sol, il est nécessaire de posséder une instruction agricole théorique et pratique; car, à elle seule, elle constitue un puissant moyen de crédit agricole, et les prêteurs d'argent ont une plus grande confiance à l'égard des emprunteurs qui par leurs aptitudes sont plus en état de profiter de l'argent emprunté dans le but d'ajouter une plus grande valeur à une terre dont une grande partie est en bon état de culture.

L'argent provenant des bénéfices réalisés par les industries de toutes sortes, même par le commerce, et utilisé en prêts faits aux cultivateurs, à un taux d'intérêt de 4 à 5 par cent, ne saurait être un meilleur placement, et ne pourrait mieux favoriser la culture du sol et en augmenter la fertilité; car cet argent, bien employé, et suivant les besoins que commande une bonne culture et les règles bien observées de l'économie rurale, contribuerait à rendre les matières premières plus abondantes, facilitant par là l'établissement d'industries nouvelles et importantes, donnant ainsi un plus large développement à la consommation, et à la vente des produits agricoles. Cette prospérité de l'agriculture donnerait plus d'extension au commerce, et les marchands en profiteraient pour une large part, en compensation des prêts d'argent qu'ils auraient faits à un taux d'intérêt réduit, afin de favoriser les cultivateurs tout en contribuant à donner plus d'extension au commerce dans leur localité.

C'est ainsi que l'industrie et le commerce sympathiseraient utilement avec l'agriculture, faisant cesser un antagonisme qui ne devrait jamais exister, car l'agriculture, le commerce, et l'industrie y gagneraient à être unis.

L'industrie ne peut se maintenir longtemps sans l'agriculture; de même le commerce serait nul sans l'agriculture qui fournit à tous ce qu'ils ont besoin, sans pour cela établir de distinction sur le marché. Il est même dans l'intérêt du cultivateur de conduire son exploitation agricole de manière à suffire aux besoins des marchés qui sont des guides sûrs, quant aux différentes récoltes à adopter sur une ferme, sans cependant contribuer à trop épuiser le sol.

UN AGRONOME OFFICIEL. — On prête au gouvernement l'intention de charger prochainement d'une mission officielle un agronome choisi parmi nos agriculteurs les plus habiles du pays. Cet agriculteur serait mis à la tête d'un service destiné à tenir le gouvernement en contact plus immédiat et plus sûr avec la classe agricole.

Nommé officier public et occupant une position responsable, ce chargé d'affaires du gouvernement visiterait les campagnes, se tiendrait au courant des besoins des cultivateurs et des exigences des marchés locaux, amasserait des statistiques agricoles, publierait des bulletins, s'enquerrait des difficultés qui pourraient survenir dans le monde agricole, etc.

Cet officier parcourrait les campagnes, réunirait les cultivateurs en assemblée et les engagerait à marcher dans la voie du progrès.

Dans les cercles officiels à Ottawa, l'on croit qu'un officier de ce genre rendrait des services signalés à l'agriculture.

CAUSERIE AGRICOLE

Culture de la betterave

En Europe, dans les pays tout particulièrement agricoles et où la culture de la betterave à sucre est largement cultivée dans le but d'y maintenir de nombreuses fabriques de sucre de betteraves, les cultivateurs, de concert avec ceux qui ont la direction agricole de ces pays, se préoccupent vivement des primes à accorder à ceux qui prennent part à cette industrie, tout particulièrement en Allemagne où l'on prend, à part cela, toutes les précautions nécessaires pour éviter la concurrence étrangère qui pourrait être faite à ce pays touchant cette industrie. C'est donc attacher à cette industrie agricole une grande importance tant à l'égard des cultivateurs que pour ceux qui dirigent les quelques cents fabriques qui y sont établies.

Les primes accordées dans le but d'encourager une semblable industrie dans notre pays, ont donc leur raison d'être ici comme en Europe, où cette culture réclame aussi des encouragements, quoique n'ayant pas, comme dans la province de Québec, à faire des frais considérables d'outillage et d'installation pour le fonctionnement de ces nombreuses fabriques qui sont en opération depuis déjà plusieurs années, et pouvant compter de plus sur une expérience pratique quant au mode de culture qu'exige cette plante de la part des cultivateurs qui en font la culture.

Si cette industrie de la betterave à sucre est lente à être introduite dans notre province, il n'y a pas lieu de s'en étonner, car, malgré qu'en théorie on sache quelles sont les conditions nécessaires à prendre pour assurer le succès dans la culture de la betterave à sucre, les praticiens prétexteront